A l'épreuve de la crise, les Vingt-Sept se réfugient dans le « chacun pour soi »

Les pays membres de l'Union européenne ont tenté de faire front commun contre la récession. Mais la solidarité et la concertation résistent mal à l'ampleur des difficultés économiques

Bruxelles
Bureau européen

Bruno Le Maire, le secrétaire d'Etat français aux affaires européennes, ne rate pas une occasion d'appeler les Vingt-Sept à davantage de « concertation » face à la crise économique. Les mauvaises nouvelles s'accumulent, et les efforts engagés pour agir collectivement sont laborieux. En décembre 2008, en toute fin de présidence française de l'Union, chefs d'Etat et de gouvernement ont tenté de faire front commun contre la récession.

Ils se sont engagés à dépenser 1,5 % du produit intérieur brut (PIB) européen pour soutenir l'activité, en puisant pour l'essentiel sur les budgets nationaux : les plans annoncés par les différents gouvernements atteignent à ce jour 1 % du PIB. « *Chaque Etat est tenté depuis d'agir en fonction de ses spécificités nationales* », constate le commissaire chargé des affaires économiques et monétaires, Joaquin Almunia. « *Certains pays ont privilégié l'action sur le taux de TVA, d'autres sur les investissements d'avenir* », explique-t-il.

L'impact de la « boîte à outils » mise sur pieds dès octobre sous l'égide de Nicolas Sarkozy pour voler au secours des banques s'est quant à lui essoufflé. Trois mois après, le dispositif est jugé « *insuffisant* ». La concertation en vue d'une seconde opération de sauvetage aux banques est cependant embryonnaire. Dans l'urgence, le Royaume-Uni, la Belgique, la France ou bientôt l'Allemagne, n'ont pas attendu leurs voisins pour reprendre l'initiative.

D'inspiration libérale, la présidence tchèque reste sceptique à l'égard d'une nouvelle opération d'envergure. Quant à la Commission européenne, elle a face à l'interventionnisme de certaines capitales, le plus grand mal à maintenir la cohérence entre les milliards d'euros d'aide d'Etat qui assurent la survie du secteur bancaire. « *L'occasion d'une véritable action collective a été manquée dès octobre, lorsque les Etats membres n'ont pas réussi à se mettre d'accord sur un fonds européen de gestion des actifs toxiques* », regrette Daniel Gros, le directeur du Centre d'étude des politiques européennes : « *Chacun est reparti chez soi prendre des mesures nationales, et l'on assiste à une renationalisation du secteur bancaire.* »

Le « chacun pour soi » touche d'autres secteurs. Dans l'automobile, le plan européen réclamé par les constructeurs reste très modeste. Du coup, ce sont les capitales qui alignent les mesures de sauvetage. « *L'essentiel des aides sont de nature fiscale, il n'est donc pas anormal que les Etats gardent la main* », nuance un industriel du secteur. Même les pays partenaires d'Airbus – France, Allemagne, Royaume-Uni et Espagne – n'ont pas été capables d'annoncer en commun un plan d'aide à l'avionneur : la semaine dernière, la France a décidé la première d'aider au financement des clients du groupe, obligeant l'Allemagne à se positionner à son tour.

Les Vingt-Sept se sont certes mis d'accord pour mettre la Hongrie et la Lettonie sous perfusion, avec l'aide du FMI. La Roumanie pourrait suivre. L'Autriche exige, avec le soutien de Berlin, un plan d'aide aux pays d'Europe centrale et orientale. Mais la « solidarité » dont se targuent les dirigeants européens a trouvé ses limites face à la crise.

« Juste retour »

L'Allemagne s'oppose ainsi avec force à la création d'une agence d'émission de la dette publique, comme le suggère le président de l'Eurogroupe, Jean-Claude Juncker. Le dispositif permettrait pourtant, selon ses partisans, de consolider la zone euro, à l'heure où les écarts de taux sur les emprunts d'Etat ne cessent de croître, au détriment des pays les plus fragiles comme la Grèce, le Portugal, ou l'Irlande.

Depuis décembre, la Commission européenne peine par ailleurs à convaincre les Etats membres de puiser sur les fonds communautaires 5 milliards d'euros qu'elle espère affecter à quelques projets d'infrastructures. Au nom du « juste retour », chacun se bat pour bénéficier de l'enveloppe la plus importante possible. La France réclame entre 12 % et 14 % des sommes en jeu. Une attitude qui illustre l'« égoïsme » des Etats membres, selon un haut fonctionnaire bruxellois. Un diplomate de haut niveau rejette ce reproche d'un revers de main : « *Cette affaire démontre surtout que le budget européen n'est pas un budget d'intervention dans ces circonstances de crise*, explique-t-il, *seuls les Etats ont les moyens et la légitimité pour agir.* »

Philippe Ricard

Indicateurs

Relance : le plan européen adopté en décembre 2008 prévoit 200 milliards d'euros de dépense, soit 1,5 % du PIB européen.

Récession : elle devrait atteindre 1,9 % en 2009 au sein de la zone euro, et 1,8 % sur l'ensemble de l'Union.

Chômage : il doit passer de 7,5 % en 2008 à 10,2 % en 2010 dans la zone euro.

Allemagne

8,3 %

Le taux de chômage en décembre

BERLIN. Outre-Rhin, le marché du travail s'enfonce dans la déprime : le nombre de demandeurs d'emploi a grimpé de 387 000 personnes en janvier sur un mois, selon les chiffres publiés, jeudi 29 janvier, par l'Office fédéral du travail. L'Allemagne compte actuellement 3,48 millions de chômeurs, soit un taux brut de 8,3 %, contre 7,4 % en décembre 2008.

Pour le président de l'agence, Frank-Jürgen Weise, les statistiques offrent trois raisons de ne pas se réjouir : « *Le chômage a augmenté, les emplois soumis à cotisation sociale ont reculé pour la première fois depuis trois ans, la demande en main-d'œuvre a fortement baissé.* » La rigueur de l'hiver a contraint certains secteurs, tel le bâtiment, à suspendre leur activité.

Mais la météo n'est pas seule responsable de cette dégradation, plus sévère que ne l'avaient prévu les économistes. La première économie européenne, championne des exportations, accuse durement la chute des commandes internationales.

La hausse du nombre de sans-emplois ne dit pas tout : près de 300 000 personnes étaient au chômage partiel en décembre, selon l'Office. Plusieurs géants industriels (BMW, Daimler ou BASF) recourent à cet instrument afin d'éviter les licenciements secs. ■

Marie de Vergès

Immigration

L'Autriche veut son propre système de sélection des travailleurs étrangers

VIENNE. Ce sera une carte d'immigration rouge-blanc-rouge. Pas bleue. L'Autriche veut se doter de son propre système de sélection de travailleurs qualifiés, indépendamment des projets de Bruxelles. Un système « *fondé sur des critères* », probablement un système à points sur les modèles canadien ou australien.

Ce système entrerait en vigueur dès le 1ᵉʳ janvier 2010. La définition des critères, au premier rang desquels figurera la qualification professionnelle, est confiée aux partenaires sociaux. La fédération syndicale, la chambre du travail et les représentants du patronat ont tenu leur première réunion de travail lundi 26 janvier.

Il n'est pas dit pour autant que l'Autriche ouvrira son marché à un plus grand nombre d'étrangers. Sur cette question sensible, la ministre de l'intérieur laisse planer le doute. Des seuils sont envisageables.

Quelque 1 239 travailleurs qualifiés issus de pays tiers à l'Union européenne ont répondu à la demande du marché du travail autrichien en 2008. Trop peu, estime l'industrie, qui déplore que seulement 11,3 % des immigrants disposent d'une qualification supérieure. ■ **Laurence Monnot**

La fille de Toto Riina défend les « valeurs morales » de son père

Granitique et imperméable à tout ce qui n'est pas elle-même, telle est apparue la fille aînée du parrain Toto Riina qui, mercredi 28 janvier, a donné une retentissante interview sur deux pages au quotidien *La Repubblica*. Des crimes de son père, condamné à la perpétuité en 1993 pour sa responsabilité dans une centaine de meurtres, dont ceux des juges antimafia Giovanni Falcone et Paolo Borsellino, Maria Concetta Riina, 34 ans, ne se repent pas.

« *Il a été présenté comme un homme sanguinaire, cruel, presque comme un animal, quelqu'un qui aurait été capable de faire tuer même des enfants. Mais à moi, sa fille, il a transmis une éducation, des valeurs morales, le sens du respect.* » Un saint homme ? « *Un paratonnerre*, dit-elle. *Cela arrangeait beaucoup de gens de dire que tout cela, c'est Toto Riina qui l'a fait.* »

Alors que ses deux frères et un de ses oncles purgent eux aussi des peines de prison, que sa sœur cadette apparaît dans plusieurs écoutes téléphoniques de mafieux, Maria Concetta souhaite retrouver une « *vie normale* ». « *Le vrai problème, pour nous, a toujours été de trouver du travail*, explique-t-elle. *Les éventuels employeurs ont peur de retrouver leur nom dans les journaux, d'être considérés comme des collaborateurs de la mafia.* »

« Qu'elle se taise »

Cet entretien sans remords a fait réagir les proches des victimes du « capo dei capi ». Sœur du juge Borsellino, Rita a expliqué : « *D'une proche d'un chef mafieux, j'attends la vérité. (...) Mon gendre non plus n'a pas de travail, comme tant de jeunes garçons honnêtes. (...) Si elle a des "valeurs", qu'elle se taise, qu'elle réfléchisse aux souffrances que son père a infligées à toute l'Italie* », a renchéri la présidente de l'association des victimes de la mafia.

Pour Girolamo Lo Verso, un psychiatre palermitain qui a beaucoup travaillé sur les familles mafieuses et les repentis, « *Maria Concetta est apparue dans cet entretien comme la digne fille de son père.* » « *Les mafieux et les tueurs de Cosa Nostra*, explique-t-il, *peuvent commettre des homicides de sang froid et ne jamais y repenser. Chez elle, ce qui frappe le plus, c'est qu'elle est restée de marbre.* »

Il y a quelques semaines, les deux fils d'un autre chef mafieux, Bernardo Provenzano, arrêté en 2006 et condamné à la perpétuité, avaient, eux aussi, donné un entretien à la presse, en présence de leur avocat, pour se plaindre de leur sort.

Extrait : « *On a séquestré tous nos biens, à commencer par la laverie familiale que nous avions à Corleone. Nous sommes surveillés jour et nuit par des caméras et des micro-espions. Nous sommes devenus les protagonistes du reality show le plus long de l'histoire.* » Mafia blues ? ■

Philippe Ridet
(Rome, correspondant)

l'esprit d'ouverture

Chef de file des nouveaux athées, polémiste génial, Christopher Hitchens lance un pavé dans la mare :
la religion empoisonne tout.
Un mélange jubilatoire d'érudition et d'humour, un brûlant plaidoyer pour un nouvel humanisme des Lumières.

www.espritdouverture.fr
www.belfond.fr

belfond

Le Monde
Samedi 31 janvier 2009

Dans la crise, le modèle français, naguère décrié, retrouve des couleurs

La droite française et la presse anglo-saxonne saluent les capacités de résistance de l'Etat-providence

La crise bouscule les repères. Qui eût cru, avant que Nicolas Sarkozy serait prêt à défendre le « plus d'Etat » ? Qui eût imaginé ses ministres convertis aux vertus d'un modèle français qu'ils accusaient, il y a peu, d'être trop coûteux, de tuer l'esprit d'entreprise, de faire obstacle à la modernisation du pays ? Et que dire de la spectaculaire conversion de la presse anglo-saxonne qui moquait, dans *The Economist* du 31 mars 2006, l'aveuglement du coq gaulois ?

Depuis l'automne et la faillite de la banque d'affaires américaine Lehman Brothers, qui a mis à mal tant de certitudes, l'impensable s'est produit. Christine Lagarde elle-même, qui n'est pas la moins libérale des ministres du gouvernement, vante dans le dernier numéro de *Newsweek* le caractère « équilibré » de l'économie française, le poids de nos dépenses de protection sociale, les bienfaits de l'assurance-chômage. Le système français, résume-t-elle, a été souvent critiqué pour sa lourdeur, mais « *en période de crise, il nous rude à résister au ralentissement* ».

La ministre de l'économie a raison. La France est mieux armée que les Etats-Unis ou certains de ses partenaires européens pour affronter la récession parce que son modèle limite les dégâts sociaux. En ces temps où, selon une enquête de PricewaterhouseCoopers publiée dans *La Tribune* du 28 janvier, les patrons français sont les plus pessimistes de la planète, *Le Monde* passe en revue ses atouts qui étaient naguère considérés comme des handicaps.

La France est devant la Suède, le pays de l'Union européenne qui dépense le plus pour sa protection sociale. « *Le tiers du revenu moyen des Français provient de la redistribution. Cela lisse la consommation et amortit les chocs* », observe l'économiste Mathilde Lemoine (HSBC France). Cette année, de surcroît, de nombreuses prestations sociales seront indexées sur une inflation 2008 élevée. C'est le cas notamment des prestations familiales, dont 6,6 millions de familles ont bénéficié en 2006, et des pensions. Selon Bercy, 12 milliards d'euros supplémentaires seront versés aux retraités du seul fait de la revalorisation des pensions du régime général des régimes complémentaires et du minimum vieillesse.

Le système de retraite français présente l'avantage d'être pour les sentiers fondé sur la répartition : les cotisations prélevées sur les actifs

Les Français ne verront pas leurs retraites fondre avec la tempête boursière

sont versées aux retraités. Contrairement aux Américains, aux Britanniques et à tous ceux qui comptaient sur la capitalisation et les fonds de pension pour assurer leurs vieux jours, les Français ne verront pas leurs retraites fondre avec la tempête boursière.

Le déficit budgétaire, fortement critiqué en période de prospérité n'a pas que des inconvénients en période de crise. En choisissant de le laisser filer et de faire jouer « *les stabilisateurs automatiques* », le gouvernement amortit le choc de la crise. Les rentrées fiscales baissent – donc in fine la ponction sur les revenus des ménages et des entreprises s'atténue –, et les prestations sociales sont davantage sollicitées. Or, observe Mathilde Lemoine, « *dans une étude de 2007, l'Insee a montré que les stabilisateurs automatiques permettaient de réduire de 10 % la baisse du PIB la première année et de 25 % la deuxième, de stabiliser le revenu disponible brut des ménages à hauteur de 42 % On évite ainsi la destruction de 17 000 emplois la première année et de 67 000 la deuxième* ».

Aux amortisseurs de crise classiques s'ajoutent quelques points forts. Avec plus de deux enfants par femme, la France est restée en 2008 championne d'Europe de la natalité. Sa population, y compris sa population active, continue de croître, contrairement à ce qui se passe en Allemagne. Cette vitalité souligne Mathilde Lemoine, « *nourrit une dynamique de consommation différente et soutient la croissance de court terme* ».

Grand pays agricole, la France n'a pas renoncé à être une nation industrielle. De ce point de vue, elle est en meilleure posture que le Royaume-Uni. La vanité de son tissu économique, le relatif « *équilibre* » entre le poids du public et du privé ne peuvent que l'aider à traverser une année 2009 redoutable.

Malgré une dette publique élevée, l'Etat peut encore emprunter dans des conditions jugées « *très favorables* » par Bercy. Un peu moins que ses offres à l'Allemagne mais bien meilleures que celles proposées à l'Italie, à l'Espagne ou au Portugal. Les ménages et les entreprises sont moins endettés, ce qui limite les risques notamment en matière immobilière.

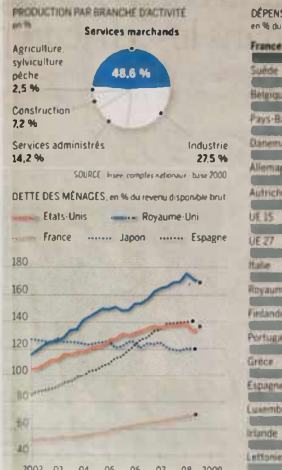
Malgré les difficultés qu'il traverse, le système bancaire est plus solide. « *La crise sonne la revanche des banques universelles, celles qui ont un portefeuille d'activités aux cycles différents : la banque de détail d'un côté, la banque de financement et d'investissement de l'autre*, note l'économiste Olivier Pastré. *La structure de bilan des banques françaises est assez équilibrée, et le niveau de concentration du secteur satisfaisant, avec sept grands réseaux* ».

Tenue pour excessive en pleine bulle immobilière, la prudence d'un Michel Pebereau, président du conseil d'administration de BNP Paribas, retrouve, comme le modèle social français des vertus pendant la crise.

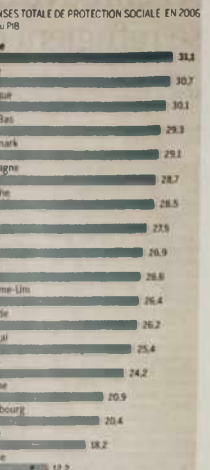
Claire Guélaud

La France, plus protectrice que ses voisins européens

PRODUCTION PAR BRANCHE D'ACTIVITÉ
en %



DÉPENSES TOTALE DE PROTECTION SOCIALE EN 2006
en % du PIB



L'ajustement de l'emploi à la crise est désormais aussi rapide en Europe qu'aux Etats-Unis

C'est un des traits nouveaux de la crise : l'ajustement de l'emploi au ralentissement de la croissance se fait aussi vite en Europe qu'aux Etats-Unis, note l'économiste Patrick Artus. Jusqu'alors, en cas de moindre activité, les destructions d'emplois étaient plus massives et plus rapides outre-Atlantique, le déclin de l'investissement des entreprises y étant plus fort mais, en contrepartie, la durée du retournement y était plus courte qu'en Europe. Le directeur des études économiques de Natixis fait état d'évolutions désormais comparables dans ces deux régions du monde du fait de la flexibilité accrue du marché du travail en Europe. « *Si ce que nous vivons relève d'un ajustement cyclique, ajoute-t-il, il est normal que le modèle social protège les salariés. C'est aux actionnaires de porter le risque conjoncturel. En revanche, s'il s'agit, comme je le pense, d'une rupture et si la demande change durablement, il faut veiller à ce que les règles sociales ne retardent pas d'indispensables adaptations.* » Faut-il protéger les emplois ou les personnes en les aidant à se former et se reconvertir ? Telle est la question qui ressurgit toujours en cas de crise.

Nicolas Baverez : « Cette idée relève du mythe »

Entretien

NICOLAS BAVEREZ, avocat et historien, avait dénoncé en 2003 « *la France qui tombe* » et salué en 2007 la « *rupture* » de Nicolas Sarkozy. Il dénonce l'idée d'une résistance du modèle français.

La France s'en sort elle mieux que les autres dans la crise ?

Cette idée relève du mythe. Ce n'est pas parce que la France n'a pas profité du boom que le krach lui profite. Elle est touchée comme les autres, du fait de l'impossibilité d'être une île à l'âge du capitalisme universel. A preuve la récession de 2 % du PIB attendue pour 2009, avec la remontée du taux de chômage vers 9,5 % et du déficit public vers 6 % du PIB.

La récession est plus sévère en Allemagne

A court terme, l'Allemagne souffre davantage, parce que les exportations étaient le moteur de sa croissance, mais sa compétitivité lui permettra sur la durée de rebondir. En France, la dépense publique (54 % du PIB) et l'emploi public (un quart des postes) amortissent le choc, mais repoussent voire interdisent la sortie de crise, surtout si la politique économique retarde la baisse des prix de l'immobilier, les restructurations bancaires et industrielles.

Dans les années 1930, la France n'est entrée dans la déflation qu'en septembre 1931, avec la dévaluation de la livre, mais elle restait en 1939 le seul pays développé dont la production était inférieure au niveau de 1929. Dans les années 1970, elle a différé son adaptation aux chocs pétroliers, ce qui lui valut d'être aujourd'hui frappée par la crise de mondialisation sans avoir surmonté celle du blocage de la régulation keynésienne. En dehors de changements profonds une nation entraînée affaiblie dans une crise majeure ne peut en sortir devant les autres. La France souffrait d'un Etat surendetté et peu performant, d'un secteur privé faible et réduit, d'une nation déliée. La crise accroît ces handicaps. La compétitivité du secteur privé ne tenait qu'à quelques rares pôles d'excellence aujourd'hui laminés. L'automobile, l'aéronautique, le luxe, la banque et l'assurance, la distribution.

L'Etat social ne limite-t-il pas les dégâts ?

Je ne le crois pas. Le Royaume-Uni subit le choc le plus violent avec la chute de la City, l'éclatement d'une énorme bulle immobilière, la fin de la rente de la mer du Nord, mais la société fait front. En France, la situation politique se dégrade très rapidement en dépit du niveau des transferts sociaux avec ce paradoxe que ceux qui nourrissent sont ceux dont l'emploi et le pouvoir d'achat sont garantis. Dans le même temps, n'était surface à la trappe à légitimité politique de la Ve République. Le chef de l'Etat se retrouve prisonnier d'un face-à-face avec l'opinion sans contre-pouvoir ni corps intermédiaires, avec un choix cornélien : la conservation du pouvoir ou la réforme.

La crise a-t-elle rendu caduque la « rupture » que vous aviez saluée ?

La campagne électorale a accouché d'un projet cohérent mais fondé sur une hypothèse de croissance mondiale de 5,5 % et sur l'élan de la présidentielle. Il a été fracassé par la crise. On attendait la rupture dans la politique économique : elle a fait irruption au cœur du capitalisme mondialisé. Le fond du problème français est plus que jamais économique et social. La clé est plus que jamais dans le renouveau de la production. Mais la stratégie doit être repensée : au moment où les Français dont les mentalités avaient évolué sur le travail, les retraites, l'usage des grèves, l'Etat ou l'Europe sont tentés de remettre en cause leur choix du changement sous le choc de la crise. La crise ouvre un espace politique béant pour les utopies ou les critiques radicales de la démocratie et du capitalisme. Ces dérives ne doivent pas être encouragées ni flattées, mais combattues par la pédagogie.

Propos recueillis par Arnaud Leparmentier

Sur lemonde.fr
Une intégrale de l'entretien.

La France peut saisir l'occasion pour revenir dans la course mondiale

L'ampleur, le contenu et le financement des mesures de relance doivent viser à restaurer notre compétitivité face aux principaux concurrents

Christian de Boissieu
Président du Conseil d'analyse économique

Jean-Hervé Lorenzi
Président du Cercle des économistes

Au moment où s'inscrit un diagnostic sans appel sur la profondeur de la crise, la France est confrontée, comme cela n'était pas arrivé depuis des années, à un véritable choix : soit revenir à un niveau de compétitivité mondial, soit voir disparaître, dans des délais malheureusement brefs, une large partie de son système productif.

Sur la perte de compétitivité relative de notre pays par rapport à ses principaux concurrents, il n'y a hélas plus beaucoup de débat possible. Il porte plutôt sur la hiérarchie des raisons qui ont conduit à cette situation : insuffisance de l'investissement, faiblesse des gains de productivité, difficulté à développer des innovations de produits et de processus de production, et puis, évidemment, mauvaise conception et mauvais « timing » d'une politique de diminution du temps de travail, au moment même où le monde connaissait une croissance incroyable. La responsabilité est largement collective, nul ne peut désigner de coupable particulier, mais les résultats macro-économiques sont là avec leur lot d'injustices, d'exclusions, dont le taux de chômage des jeunes parmi les plus élevés d'Europe est sans nul doute la parfaite illustration.

Peu importe le passé, les positions relatives des pays ne sont jamais figées, seule compte la volonté de mettre en œuvre une politique économique qui favorise la croissance potentielle et tente de répartir équitablement les fruits de cette croissance.

Or, paradoxalement, nous sommes peut-être pour la première fois, depuis longtemps, en situation de renverser le cours naturel des choses. Pourquoi ? Parce que, comme la plupart des pays du monde, nous allons mettre sur la table plusieurs dizaines de milliards d'euros en 2009 et en 2010, afin de soutenir une activité défaillante. Il n'est pas question d'imaginer qu'une autre solution soit possible, car les coûts de sortie d'une dépression seraient évidemment sans commune mesure avec ceux des plans de relance.

Mais, il y a autant de plans de relance possibles que de politiques économiques et là se situent toutes les interrogations pour les semaines à venir. Il y a un principe à considérer comme essentiel : l'efficacité du plan de relance est liée à la spécificité macro-économique de chaque pays. En un mot, il ne peut pas y avoir d'uniformité dans ce domaine. L'Allemagne est principalement confrontée à un problème de demande intérieure, la Grande-Bretagne a l'impact du dégonflement de la bulle immobilière et d'un surendettement et la France à son retard de compétitivité.

C'est donc cela qui donnera aux montants des dépenses envisagés leurs valeurs, leurs importances et leurs effets sur nos perspectives pour les années à venir. Or, rien n'est joué, mais chaque euro comptera. Pour rentrer plus précisément dans l'analyse de ce qui pourrait être fait, quatre critères jouent : l'ampleur, le caractère coordonné, le contenu des plans et enfin leur financement. Face à cela, des problèmes industriels majeurs, notamment dans l'automobile, des groupes de la population très fragilisés, un secteur du logement en perdition, une recherche publique et privée ainsi qu'un enseignement supérieur qui n'ont plus, depuis deux décennies, le niveau international.

Sur l'ampleur, ce qui ne signifie en rien que cela se traduit par des dépenses budgétaires, on ne pourra être en 2009 et 2010 à 2 % de PIB. Pour sauver notre industrie automobile qui représente de manière directe 500 00 salariés, qui structurent 20 % de notre recherche, qui n'a, contrairement à son équivalent américain, jamais fauté, il faudra de l'ordre de 30 milliards d'euros sur deux ans, en intégrant toutes les formes d'aide, bien entendu. Et il les faudra, car ce serait folie de remettre en cause un des éléments structurants de notre système productif. La coordination est d'abord et avant tout un effet de masse, c'est-à-dire l'impact positif que chacune de nos grandes économies européennes peut avoir sur ses voisines, étant donné l'interdépendance de celles-ci.

Sur ce plan là, les 40 milliards d'euros annuels allemands résolvent une large partie du problème, même s'il est vraisemblable que là aussi, on est en dessous des montants requis. Là où les vrais choix apparaissent, c'est lorsque l'on s'interroge sur le contenu du financement. On a beaucoup parlé d'infrastructures, à juste titre. Il y a des dizaines de projets qui n'attendent que des décisions publiques sachant qu'ils relèvent pour la plupart de partenariats publics-privés, c'est-à-dire pour l'essentiel hors budget.

Quand mettra-t-on en route la liaison Gare de l'Est-Roissy ? Même chose pour le logement. Même si les initiatives parlementaires sont réactives, le sujet demeure. Pourquoi ne pas profiter de la situation pour tenter de résoudre ce qui meurtrit la société française, contrairement aux autres pays européens : le manque considérable de logements (sûrement plus de 500 000) avec à la fois une exclusion importante de la population, un système HLM vieillissant, inadapté, notamment en terme d'attribution, et un secteur de la construction à la dérive, alors même qu'il représente une large partie du tissu économique local ?

> « Les résultats macro-économiques sont là avec leur lot d'injustices, d'exclusions dont le taux de chômage des jeunes est la parfaite illustration »

Mais là n'est pas l'essentiel de ce qui nous permettrait de revenir dans la course. C'est toujours dans les 20 % d'activité industrielle, et 30 % si on en donne une définition élargie, que se joue l'avenir d'un pays. Or tout montre, particulièrement les exportations, que nous avons perdu l'excellence technologique. Il faut donc sauver l'essentiel et favoriser les nouvelles technologies. Un plan de câblage haut débit de 30 milliards d'euros sur quelques années ?

Les 500 millions annuels pour les 71 pôles de compétitivités multipliés par dix, touchant là toutes les compétences inutilisées sur l'ensemble du territoire ? Des crédits impôt-recherche encore renforcés avec un Oséo déjà bien doté, mais qui pourrait l'être plus, pour les milliers d'entreprises de technologie potentielles ? Tout cela est du ressort de modes de financement diversifiés et pas seulement bancaires, du Private Equity, d'emprunts spécifiques, en un mot de tout ce qui aujourd'hui est capable de canaliser une épargne importante vers plus de financements pour les PME, l'investissement productif, la R & D, avec pour objectif de conquérir des domaines de technologies où les Européens furent excellents.

Réservons l'essentiel des dépenses budgétaires supplémentaires à l'amélioration des conditions de vie de ceux qui sont frappés par la crise et développons, partout où cela est possible, grâce à une mobilisation plus active de l'épargne, le financement de l'innovation, des universités, de la recherche, sans commune mesure avec ce qui est fait, pour recréer les conditions d'une croissance forte. La seule retombée positive de cette crise exceptionnelle, c'est de dissiper certaines frilosités au profit des vrais défis et de nous obliger à surmonter les déterminismes pour prendre notre destin en main. En réalité, comme toujours, d'un mal, que l'on aurait bien évité, peuvent se créer les conditions d'un rebond ■

La lutte des classes n'est pas morte

C'est au niveau international que les salariés doivent se défendre

François Galichet
Professeur émérite à l'université Marc-Bloch de Strasbourg

Il y a vingt ans, dans l'euphorie de l'effondrement de l'empire soviétique, il était de bon ton d'affirmer que Marx était mort et que les concepts du marxisme, dont la lutte des classes, n'étaient plus valides. La crise financière et économique montre qu'il n'en est rien, et que l'analyse marxiste est plus actuelle que jamais. Il est donc légitime de se demander quelle signification peut avoir le concept de lutte de classes dans le contexte d'économie mondialisée qui est celui du capitalisme d'aujourd'hui.

Ce concept, chez Marx, s'ordonne autour de l'identification d'une classe dominante, qui se définit par l'exercice de trois fonctions. D'abord, la propriété du capital. Ensuite, la direction et la gestion des activités de production. Enfin, l'appropriation de la plus-value, correspondant à la notion d'exploitation.

Dans le capitalisme du temps de Marx, ces trois fonctions étaient grosso modo exercées par la même classe. Ce qu'il appelait la bourgeoisie à la fois détenait la propriété des moyens de production, en dirigeait le fonctionnement et captait l'essentiel des revenus, ne laissant aux travailleurs que le strict minimum nécessaire pour subsister. Est-ce encore le cas aujourd'hui ? Une analyse même sommaire montre que non. On peut distinguer dans la classe, ou plutôt les classes dominantes, au moins trois groupes principaux.

D'abord les « parasites » : il s'agit notamment du monde des traders de la finance et leurs acolytes, dont la crise a bien montré l'inutilité, et même la nocivité, par rapport à l'économie réelle, c'est-à-dire productive. Des techniques comme celle qui consiste à vendre ce qu'on ne possède pas sont même contraires à « *l'esprit du capitalisme* », qui fonde les droits (de vendre, d'acheter, de prêter, etc.) précisément sur la propriété. Les gains réalisés par ce monde de financiers sont parasitaires, ce qui explique qu'ils se soient volatilisés avec le krach. En ce sens, les membres de ce groupe peuvent être assimilés à la noblesse du XVIIIe siècle, qui dilapidait en dépenses somptuaires les revenus du travail de leurs domaines, dans une insouciance et une démesure qui a conduit à la Révolution de 1789.

Fin du « compromis fordiste »

Ensuite les « pensionnaires » : il s'agit des détenteurs de fonds de pension. On y trouve aussi bien le fameux « dentiste belge » que la plupart des salariés américains, du moins à partir d'un certain niveau de revenus. Ils constituent une population assez hétérogène socialement ciblée du côté des classes moyennes et supérieures, et dont on ne peut contester le rôle productif. Pour autant, cette fonction productive n'est pas liée à des fonctions de direction ou de gestion.

Enfin, les « managers » : il s'agit, soit de détenteurs directs du capital (comme Lagardère, Bouygues ou Bolloré en France), soit de gestionnaires qui ne possèdent pas de fortune importante, mais que les revenus, les stock-options et autres parachutes dorés qu'ils s'octroient tendent à faire entrer dans le cercle des propriétaires du capital. Les fonctions de direction et de management qu'ils assument sont nécessaires à la production, du moins tant que les travailleurs ne les revendiquent pas, ce qui est le cas depuis l'échec des tentatives autogestionnaires des années 1970.

La caractéristique commune à ces trois groupes, c'est qu'ils sont internationalisés. Ils constituent une « classe mondiale » qui contraste avec celle des prolétaires, qui pensent et agissent encore dans un cadre national. Le syndicalisme mondial ou même seulement européen n'est encore qu'une utopie.

Cette dissymétrie entre une classe dominante mondialisée et des classes exploitées fragmentées explique que la répartition des salaires et des revenus du capital se soit modifiée au profit de ce dernier depuis trente ans. Ce qui, en termes marxistes, ne signifie rien d'autre que l'aggravation de l'exploitation et la fin du « compromis fordiste », qui avait permis une certaine accalmie sociale et une prospérité économique sans précédent.

Une classe dominante mondialisée ne pourra être contestée que par des classes dominées elles-mêmes mondialisées, ou en voie de l'être. On peut ici relever une analogie avec l'évolution de la question sociale en France depuis le XIXe siècle.

Tant que les grèves étaient locales, elles étaient pour la plupart vouées à l'échec. C'est seulement quand la contestation sociale a atteint une dimension nationale (avec le Front populaire) que les travailleurs ont commencé à obtenir des avantages décisifs qui ont profité à tous, capitalistes compris. La priorité pour les salariés est donc de développer un syndicalisme transnational, et pour commencer européen. La crise peut favoriser cette évolution. A quand un G7 syndical ? ■